



**« Pour un Québec socialement juste et équitable : des
mesures fiscales progressives »**

**dans le cadre des
consultations prébudgétaires
2010**

**Commentaires présentés à
Monsieur Emmanuel Dubourg**

**Option consommateurs
Décembre 2009**

OPTION CONSOMMATEURS

MISSION

Option consommateurs est une association à but non lucratif qui a pour mission de promouvoir et de défendre les droits et les intérêts des consommateurs et de veiller à ce qu'ils soient respectés.

HISTORIQUE

Issue du mouvement des associations coopératives d'économie familiale (ACEF), et plus particulièrement de l'ACEF de Montréal, Option consommateurs existe depuis 1983. En 1999, elle a regroupé ses activités avec l'Association des consommateurs du Québec (ACQ) qui existait depuis plus de 50 ans et accomplissait la même mission qu'Option consommateurs.

PRINCIPALES ACTIVITÉS

Option consommateurs compte sur une équipe d'une trentaine d'employés qui oeuvrent au sein de cinq services : le Service budgétaire, le Service d'efficacité énergétique, le Service juridique, le Service d'agence de presse et le Service de recherche et de représentation. Au cours des ans, Option consommateurs a notamment développé une expertise dans les domaines des services financiers, de la santé et de l'agroalimentaire, de l'énergie, du voyage, de l'accès à la justice, des pratiques commerciales, de l'endettement et de la protection de la vie privée. Chaque année, nous rejoignons directement entre 7000 et 10 000 consommateurs, accordons de nombreuses entrevues dans les médias, nous siégeons à plusieurs comités de travail et conseils d'administration, réalisons des projets d'intervention d'envergure avec d'importants partenaires et produisons notamment des rapports de recherche, des mémoires et des guides d'achat dont le Guide jouets annuel du magazine *Protégez-Vous*.

MEMBERSHIP

Pour faire changer les choses, les actions d'Option consommateurs sont multiples : recherches, recours collectifs et pressions auprès des instances gouvernementales et des entreprises. Vous pouvez nous aider à en faire plus pour vous en devenant membre d'Option consommateurs au www.option-consommateurs.org.

Introduction

La plupart des économistes le reconnaissent, les dépenses publiques du Québec ont clairement agi, du moins partiellement, comme rempart à la présente récession mondiale. Dans son document de consultations prébudgétaires, le ministère des Finances souhaite, pour favoriser le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014, réduire la croissance des dépenses de programmes. Ce qui nous semble être un mauvais choix puisque le Québec se compare déjà avantageusement au reste du Canada en matière de contrôle des dépenses et que les dépenses publiques stimulent une économie qui semble encore sur le respirateur artificiel.

Par ailleurs, la situation financière du gouvernement du Québec s'est moins fortement dégradée que dans le reste du Canada et qu'aux États-Unis. Ainsi, bien que la dette nette du Québec se compare avantageusement à celle des États-Unis, du Royaume-Uni et de la zone Euro, le ministère des Finances souhaite éliminer le déficit d'ici 2013-2014. Cela alors même que l'Ontario se donne 7 ans pour rééquilibrer son budget et le Canada, 5 ou 6 ans. Pourquoi une telle précipitation alors que la reprise ne fait que montrer le bout de son nez et que de nombreux Québécois peinent encore à joindre les deux bouts ?

Option consommateurs, à l'instar de plusieurs voix qui considèrent que l'économie doit être au service de la population et non le contraire, tient à réitérer les principes qui doivent, selon nous, guider le retour éventuel à l'équilibre budgétaire. Ses principes sont la justice sociale, l'équité et la progressivité des mesures fiscales. Contrairement à ce qui est écrit à la page 48 du document de consultation, nous croyons que le gouvernement doit se donner les moyens des choix collectifs que nous faisons plutôt que « des dépenses qui respectent notre capacité de payer »...

Notons, enfin, que l'absence de commentaires à l'égard de certains éléments du document de consultation présentés par le ministère des Finances du Québec ne doit pas être interprétée comme constituant un assentiment tacite à leur teneur, non plus que l'expression d'un désaccord.

1. Une année particulièrement difficile pour tous les consommateurs québécois

1.1 Ceux qui font appel à nos services

Depuis ses débuts, Option consommateurs s'intéresse principalement à la situation économique des ménages les plus vulnérables de la société québécoise, notamment dans la grande région de Montréal. Au quotidien, nos conseillères budgétaires rencontrent des consommateurs aux prises avec des problèmes en matière de finances personnelles. Par ailleurs, nos analystes suivent de près l'actualité et essaient de prévoir l'impact des politiques économiques sur les plus démunis.

Cependant, et malgré que le Québec ait été moins durement touché par la récession actuelle, notre Service budgétaire a fait face cette année à une importante croissance du nombre de demandes de consultation. En effet, nous avons connu une croissance de plus de 35 % des consultations budgétaires entre août 2008 et août 2009. Par ailleurs, près de 15 % des personnes venues nous consulter en 2009 étaient propriétaires, alors que cette proportion était de moins de 8 % l'année précédente.

1.2 Un niveau d'endettement et de faillite sans précédent

Selon le plus récent « État actuel du budget de la famille canadienne », publié par l'Institut Vanier pour la famille, le niveau d'endettement des ménages a dépassé les 90 000 \$ en 2008. L'endettement des ménages (71 %) et les dépenses (24,4 %) croissent plus rapidement que les revenus (11,6 %). Quant à l'épargne, son taux demeure anémique, légèrement sous les 3 % vers la fin de 2008. En comparaison, selon les données de l'OCDE, le Canada présente un taux d'épargne bien en deçà de pays tels que la France (12 %), l'Allemagne (11 %), l'Italie (9 %) et la Belgique (8 %).

Les plus récentes statistiques publiées par Équifax Canada, montrent qu'une proportion de plus en plus importante de consommateurs est incapable d'acquitter son paiement de carte de crédit, soit une augmentation du taux de défaillance de 23 % pour Montréal et de 22 % pour Québec, par rapport à juin 2008.

De plus, au cours de la période de 12 mois se terminant le 30 septembre 2009, le nombre de faillites des consommateurs québécois a augmenté de près de 26 %.

Les ménages québécois sont à bout de souffle, il faut leur laisser le temps de se refaire une santé financière, essentielle au redémarrage de l'économie du Québec.

2. Un incontournable : la lutte contre la pauvreté

Ce n'est un secret pour personne, assurer de meilleures conditions de vie matérielles et sociales à toute la population québécoise permettrait de réduire considérablement les taux de mortalité et d'hospitalisation (notamment chez les enfants) et, par le fait même, de réduire la pression sur le système de santé public. Bref, la pauvreté est le plus puissant déterminant des problèmes de santé.

D'autre part, nous croyons qu'une attention particulière doit être accordée aux personnes seules. Ainsi, tel que nous pouvons le constater chaque jour dans notre intervention auprès des personnes qui demandent des conseils budgétaires (plus de 63 % des personnes que l'on reçoit en consultation budgétaire) et tel que le démontre une récente étude du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (mai 2008), les personnes seules demeurent les plus exposées au risque de faible revenu, les plus éloignées des seuils de faible revenu et les plus durablement touchées.

Le gouvernement du Québec doit non seulement maintenir, mais améliorer la redistribution de la richesse auprès des plus démunis car il est reconnu que, de façon générale, les transferts publics monétaires sociaux ont des propriétés redistributives importantes. Ces transferts ont un impact réel direct sur les inégalités et la pauvreté. Nous suggérons notamment d'élargir l'allocation logement aux personnes seules, qui ne peuvent en bénéficier actuellement.

3. Pour des solutions progressives

Les mesures fiscales envisagées par le ministère des Finances pour retrouver l'équilibre budgétaire ne doivent **en aucun cas** servir à transformer un système fiscal progressif basé sur l'impôt sur le revenu pour le faire basculer vers un système qui met l'accent sur des formes de taxation régressives, comme la tarification, qui a un impact démesuré sur les personnes à faible revenu.

3.1 Impôt

L'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises constitue, selon nous, l'une des façons les plus équitables d'augmenter les revenus du gouvernement du Québec et qui respecte la capacité de payer des contribuables québécois. La raison est simple : plus les revenus d'un citoyen sont élevés, plus ce dernier dispose d'un excédent qui n'est pas indispensable à l'acquisition de biens de première nécessité.

Le régime fiscal québécois a toujours tenu compte de la capacité de payer des contribuables pour développer son régime fiscal. Il l'a fait notamment en établissant différentes tranches de revenu imposable.

Cependant, depuis 1988, les réformes apportées au régime fiscal québécois ont affaibli considérablement la progressivité de son régime, de sorte que les citoyens ayant les revenus les plus élevés semblent avoir davantage bénéficié des modifications que les personnes à revenus faibles et intermédiaires. Pour voir les anciennes et la nouvelle table d'imposition, consultez les tableaux 1 à 4.

Option consommateurs recommande donc au gouvernement du Québec d'inverser cette tendance et de réviser ses tables d'imposition de manière à rendre le régime fiscal québécois plus progressif. Pour ce faire, Option consommateurs recommande au gouvernement d'augmenter le taux d'imposition des tranches de revenus les plus élevés, de diminuer les taux d'imposition des tranches de revenus plus faibles et, finalement, d'augmenter le nombre de tranches de revenus imposables de manière à alléger le fardeau de la fiscalité aux personnes aux revenus plus faibles.

3.1.1 Augmenter le taux d'imposition des tranches de revenus les plus élevés

Avant la réforme fiscale de 1988, le taux d'imposition de la dernière tranche de revenu de la table d'imposition était de 28 %. Après la réforme, le taux passe à 24 %. Puis, une nouvelle réforme fiscale, en 1998, fait passer ce taux à 26 %. Aujourd'hui, le taux d'imposition de la dernière tranche de revenu est de 24 %.

Or, les contribuables bénéficiant de revenu plus élevé ont davantage de marge de manœuvre pour payer les services publics. En particulier les salariés qui ont des revenus supérieurs à 76 770 \$, soit ceux qui font partie de la dernière tranche de revenu de la table d'impôt en vigueur. Option consommateurs tient à rappeler au gouvernement du Québec que le salaire moyen des FAMILLES québécoises était de 58 059 \$ en 2007.¹

¹ Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca/publications/referenc/quebec_stat/con_rev/con_rev_1.htm, consulté le 14 décembre 2009.

3.1.2 Diminuer le taux d'imposition des tranches de revenus les plus faibles

Avant la réforme de 1988, la première tranche de revenu était imposée à 13 % et, à l'époque, le revenu d'un particulier devait gravir 7 tranches d'imposition pour atteindre un taux d'imposition marginal de 20 %. Or, après la réforme de 1988, la première tranche de revenu imposable passe de 13 % à 16 %. Puis, la réforme de 1998 a fait passer ce taux à 20 %, ce qui est, en 2009, encore le taux d'imposition payé par les particuliers sur leur première tranche de revenu.

3.1.3 Augmenter le nombre de tranches de revenu imposable

Avant la réforme de 1988, on comptait pas moins de 16 tranches de revenu imposable où le taux d'imposition augmentait de 1 % entre chaque tranche. Les taux variaient de 13 % à 28 %. Or, après la réforme, le nombre de tranche d'imposition est réduit à 5. Et, en 1998, une nouvelle réforme fait passer ce nombre à 3, ce qui est encore le nombre de tranche de revenu imposable en vigueur.

Or, en diminuant le nombre de tranches d'impôt, le gouvernement a non seulement augmenté la charge fiscale sur les premières tranches de revenu puisqu'il a augmenté les taux d'imposition sur les premières tranches de revenu, mais il a aussi diminué le taux d'imposition des tranches les plus élevées.

Tableau 1 : Tranches de revenu imposable et taux d'imposition avant la réforme de la fiscalité du Québec de 1988²

Tranches de revenu imposable		Taux d'imposition
De	À	
- \$	577 \$	13 %
578 \$	1 244 \$	14 %
1 245 \$	2 015 \$	15 %
2 016 \$	2 906 \$	16 %
2 907 \$	3 936 \$	17 %
3 937 \$	5 127 \$	18 %
5 128 \$	6 504 \$	19 %
6 505 \$	8 095 \$	20 %
8 096 \$	9 935 \$	21 %
9 936 \$	12 061 \$	22 %
12 062 \$	14 519 \$	23 %
14 520 \$	18 820 \$	24 %
18 821 \$	26 347 \$	25 %
26 348 \$	39 169 \$	26 %
39 170 \$	61 608 \$	27 %
61 609 \$	et plus	28 %

Tableau 2 : réforme de la fiscalité du Québec de 1988³

Tranches de revenu imposable		Taux d'imposition
De	À	
Réforme de 1988		
- \$	7 000 \$	16 %
7 000 \$	14 000 \$	19 %
14 001 \$	23 000 \$	21 %
23 001 \$	50 000 \$	23 %
50 001 \$	et plus	24 %

² *Le système fiscal québécois est-il vraiment progressiste?*, Chaire d'études socio-économiques, juin 2000. Disponible au http://www.cese.uqam.ca/pdf/rec_00_système_fiscal.pdf.

³ Ibid. p.11.

Tableau 3 : Réforme fiscale du Québec de 1998⁴

- \$	23 000 \$	20 %
23 001 \$	50 000 \$	23 %
50 001 \$	et plus	26 %

Tableau 4 : Taux d'imposition applicables pour 2009⁵

Revenu supérieur à	Sans excéder	Taux
0	38 385 \$	16 %
38 385 \$	76 770 \$	20 %
76 770 \$	–	24 %

3.2 Taxes

Nous ne sommes pas défavorable à ce que le gouvernement récupère progressivement les points de taxation laisser vacant par la baisse de la TPS par le gouvernement fédéral. Ceci dit, il faut que cette mesure soit **obligatoirement** accompagnée d'une bonification du crédit de la TVQ afin de réduire l'impact de cette hausse sur les ménages à faible revenu. Nous suggérons aussi au gouvernement d'élargir les biens essentiels exemptés de la taxe de vente tels que le matériel scolaire ainsi que les vêtements et les chaussures pour enfants.

⁴ Ibid. p.11.

⁵ www.revenu.gouv.qc.ca/fr/citoyen/impots/rens_comp/taux.aspx, consulté le 14 décembre 2009.

Nous souhaitons aussi que le gouvernement du Québec examine attentivement la possibilité d'adopter un taux de taxation plus élevé pour les produits et services de luxe.

3.3 Tarifs

Contrairement à ce que veulent nous faire croire certains experts, nous croyons que le principe d'utilisateur- payeur, notamment en ce qui concerne les services essentiels comme l'électricité, l'eau, le transport en commun et la santé, est un principe régressif qui désavantage essentiellement les plus petits consommateurs et les plus démunis.

Ainsi, en matière d'électricité, dans une étude publiée le 11 décembre 2009, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)⁶ démontrait clairement que non seulement les consommateurs québécois paient leur électricité à sa juste valeur, mais qu'une hausse de 1 ¢ du tarif du bloc patrimonial d'Hydro-Québec toucherait davantage les ménages à faible revenu que les ménages mieux nantis et ce, en dépit de la consommation d'électricité proprement dite.

Le gouvernement affirme que toute hausse de tarif sera accompagnée de mesure de mitigation des impacts sur les ménages à faible revenu. Cependant, nous travaillons depuis des années à développer des programmes et mesures de ce type avec Hydro-Québec et le gouvernement, sans jamais en arriver à une solution pratique, économique et équitable pour tous.

⁶ IRIS. Décembre 2009. « Devrait-on augmenter les tarifs d'électricité ? ». Note socio-économique.
http://www.iris-recherche.qc.ca/publications/devrait-on_augmenter_les_tarifs_delectricite_.pdf

Par ailleurs, nous ne pouvons passer sous silence le fait que l'Agence de l'efficacité énergétique, dans sa demande budgétaire pour l'année 2010-2011, propose à la Régie de l'énergie d'approuver le retrait du programme Éconologis, à compter du 1er avril 2010. Ce programme gratuit aide, depuis 1999, les ménages vulnérables à diminuer leur facture d'énergie par le biais de travaux légers (calfeutrage, installation de thermostats électroniques, pose de coupe-froid aux portes et de pommes de douche permettant d'économiser l'eau, etc.). Ils peuvent également bénéficier de conseils personnalisés.

L'Agence suggère de remplacer *Éconologis* par un nouveau programme intitulé *Rénoclimat pour les ménages à faible revenu - volet privé*, qui pourrait voir le jour à la suite d'un projet-pilote qui se déroulera de décembre 2009 à avril 2010. Cependant, advenant l'échec du projet-pilote, le retrait hâtif d'*Éconologis* priverait les ménages à faible revenu du seul programme en efficacité énergétique qui leur est destiné. Par ailleurs, les critères d'admissibilité du nouveau programme exclueront une forte proportion des ménages à faible revenu, et il faudra cinq ans avant que ce dernier atteigne une capacité d'accueil comparable à celle d'*Éconologis* actuellement, soit environ 15 000 ménages par année. Entre-temps, des milliers de ménages défavorisés seront laissés en plan.

Conclusion

En conclusion, nous comprenons que le gouvernement souhaite le retour à l'équilibre budgétaire à brève échéance. Cependant, nous remettons en question la précipitation avec laquelle il semble vouloir assainir les finances publiques. Nous croyons en effet qu'il faut examiner attentivement toutes les solutions potentielles afin de s'assurer qu'aucune des mesures adoptées n'ait d'impact sur les ménages à faible revenu. En outre, nous nous opposons fermement à

toute tarification ou hausse de tarifs pour les particuliers sur les produits et services essentiels tels que l'électricité, l'eau, le transport en commun et la santé.

Voici nos principales recommandations :

- OC recommande que le ministère des Finances repousse l'échéance qu'il s'est donné afin de revenir au déficit zéro;
- OC recommande au ministère des Finances de maintenir le financement des systèmes de santé et d'éducation publics;
- OC recommande au gouvernement du Québec de maintenir et même d'améliorer les transferts publics monétaires sociaux auprès des ménages à faible revenu, notamment les personnes seules et les familles monoparentales qui sont les plus à risque. Nous recommandons, entre autres, l'élargissement de l'allocation logement aux personnes vivant seules;
- OC recommande que le ministère des Finances réévalue la manière de percevoir les impôts des particuliers et des entreprises, en vue notamment d'améliorer la progressivité des tranches d'impôt.
 - o Pour ce faire, Option consommateurs recommande premièrement au gouvernement québécois de réviser à la hausse le taux d'imposition des tranches de revenus les plus élevés. Les citoyens à revenus élevés disposent d'une marge de manœuvre financière plus importante que les personnes à plus faible revenu pour financer les services publics;
 - o Deuxièmement, nous recommandons de réduire le taux d'imposition des tranches de revenu les plus faibles;

- Troisièmement, nous recommandons d'augmenter le nombre de tranches d'impôt de manière à transférer une partie de la charge fiscale payée par les tranches de revenu les plus faibles et intermédiaires vers les plus élevées.

- Si le ministère des Finances va de l'avant avec une hausse progressive du taux de la taxe de vente du Québec, OC recommande que cette hausse progressive soit accompagnée obligatoirement d'une bonification du crédit de la TVQ pour les ménages à faible revenu ainsi qu'une exemption pour des produits de base tels, que le matériel scolaire ainsi que les vêtements et chaussures pour enfants;

- OC recommande que le gouvernement étudie la possibilité d'augmenter la taxe de vente sur les produits et services de luxe.